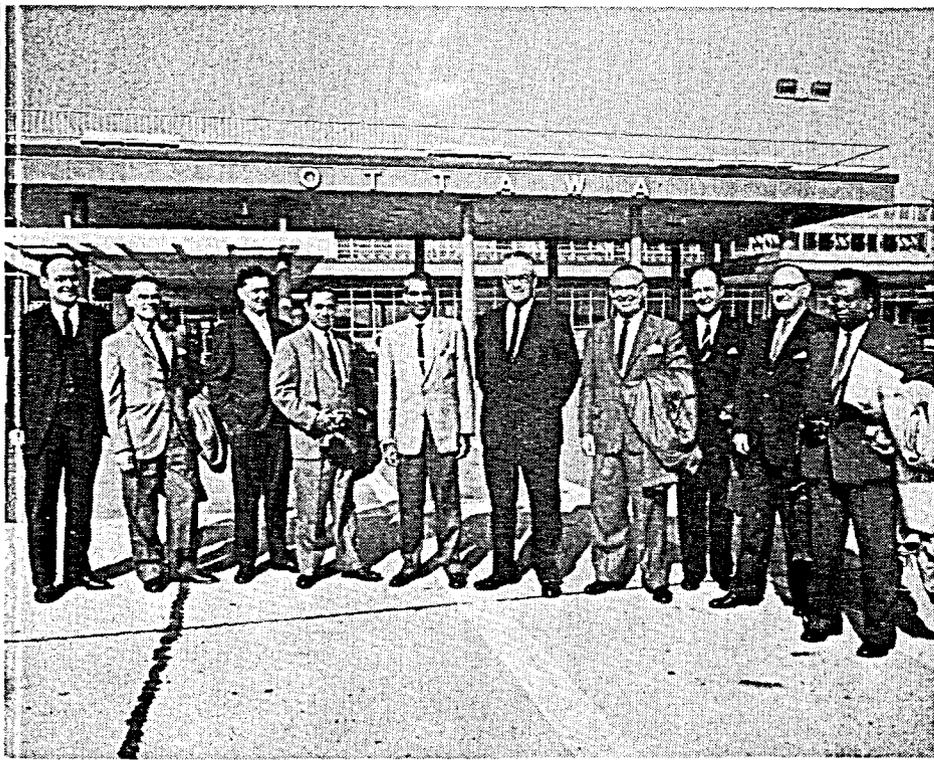


politique et diriger aussi son développement économique. L'économie nationale tient pour les quatre cinquièmes aux productions de sucre et de bauxite, qui dépendaient de sociétés étrangères. Un des problèmes les plus urgents, a poursuivi l'homme politique, consiste à trouver une solution, au moins partielle, au chômage et au sous-emploi, mal atteignant en 1956 environ 18 p. 100 des effectifs du travail. Il y avait dans son pays une forte aspiration à posséder un coin de terre, mais le défrichage et la mise en valeur de la jungle exigeraient de fortes sommes, de même que la protection contre l'inondation annuelle de l'étroite plaine côtière. Il a invité les pays évolués, dont le Canada, à accorder à la Guyane une aide financière exempte de tout lien; il s'agirait de prêts de quelque 300 ou 325 millions, s'étalant sur une période de dix ans, à un faible taux d'intérêt et remboursables à des conditions faciles. Son pays pourrait alors développer et diversifier



*M. Jagan, ses compagnons de voyage et quelques hauts fonctionnaires canadiens, quelques instants avant le départ d'Ottawa. De gauche à droite: M. A. E. Ritchie, secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures; M. Jack Kelshall, secrétaire personnel et conseiller de M. Jagan dans le domaine des relations avec le public; M. J. D. Miller, du Bureau canadien de l'aide extérieure; M. Clifton Low-A-Chee, secrétaire permanent au ministère guyanais du Développement et de la Planification; M. Jagan; M. G. E. Halpenny, ministre canadien sans portefeuille; le sénateur H. J. M. Hubbard, ministre guyanais du Commerce et de l'Industrie; M. C. Rex. Stollmeyer, délégué auprès des Antilles, de la Guyane et du Honduras britanniques; M. R. Duder, du ministère des Affaires extérieures; M. Lloyd Searwar, agent supérieur d'information faisant partie du groupe des visiteurs.*